

Attribution de temps

Monsieur le Président, je pense que mon collègue de The Battlefords-Meadow Lake (M. Gormley) l'a mentionné tout à l'heure, je suis nouveau député à la Chambre des communes, et mon collègue également est nouveau député, on n'était pas habitué à entendre du verbiage comme j'en ai entendu depuis quelques semaines, particulièrement relativement à ce projet de loi . . .

M. Gauthier: C'est du «persiflage»!

● (1200)

M. Blais: Ce que vous faites là . . . du persiflage! Ah bon! Évidemment, j'étais peut-être habitué à travailler autrement, sous d'autres cieux, d'une façon plus efficace. Et c'est un peu cela que le gouvernement progressiste conservateur a voulu instaurer dans ce Parlement et dans ce gouvernement avec un appui sans précédent, justement remettre la population canadienne au travail, la remettre en confiance. Justement, nous ne sommes pas encore habitués de voir une opposition qui se débat comme un diable dans l'eau bénite pour essayer d'empêcher l'adoption d'un projet de loi accepté par la majorité des Canadiens qui veulent le développement . . .

M. Gauthier: C'est faux!

M. Blais: . . . la création d'emplois au Canada, et c'est un refus même de voir l'attitude des Canadiens et même c'est un non-respect de la volonté des Canadiens qui a été clairement exprimée. Cela fait des mois, cela fait longtemps que le gouvernement, que le parti progressiste conservateur défendait cette position, avant même les élections, il fallait modifier l'AEIE qui existait avant et transformer cet organisme en un organisme qui se veuille créateur d'emplois ici, au Canada. Nous avons reçu l'appui des Canadiens là-dessus, et je pense que ce serait le devoir de l'Opposition officielle, tout comme du Nouveau parti démocratique, d'appuyer cette position-là parce que ce sont les Canadiens qui l'ont demandé, qui nous ont appuyés.

Évidemment, tous les discours, et j'en ai entendu depuis 15 jours, tous les discours des députés du Nouveau parti démocratique commencent par la même phrase: C'est un jour bien triste, aujourd'hui . . . Et d'ailleurs, si tous les Canadiens avaient pu entendre cela, ce n'est pas seulement un enfant qui se serait mis à «brailler», ce sont des milliers, des centaines qui «brailleraient» à travers le Canada au sujet d'une telle attitude, parce que justement il faut arrêter de voir la tristesse, de voir le Bonhomme Sept Heures partout, de toujours avoir peur, d'avoir peur continuellement en matière économique. Notre premier ministre l'a mentionné d'ailleurs clairement à New York, il a dit: «Le gouvernement canadien est maintenant en affaires.» C'est ce qu'il a voulu dire. Il faut maintenant avoir confiance, reprendre confiance et redonner confiance à la population canadienne.

Monsieur le Président, nous sortons effectivement d'un long tunnel. Nous avons rétabli la confiance des Canadiens dans leur gouvernement. Il y a encore quelques petites poches de résistance, j'en vois d'ici, mais vingt ans de déception, cela ne s'oublie pas en une journée, en une semaine.

M. Gauthier: Ne sois pas personnel!

M. Blais: Cela va prendre quelques mois. On comprend cela. Mais à mon avis, autant l'ancien gouvernement, et particulièrement votre chef, à l'époque, a voulu ouvrir le Canada sur le marché extérieur et sur le monde entier que cela a provoqué

l'effet contraire. On s'est refermé sur soi-même et, particulièrement, en voulant s'ouvrir à tous les pays du monde, on a fermé la porte à notre meilleur ami, savoir les États-Unis d'Amérique. C'est notre voisin, c'est notre ami, c'est avec ce gouvernement que nous faisons le plus d'affaires ici, au Canada, et je pense que c'était une mauvaise attitude.

Quant à l'attitude, monsieur le Président, et j'aimerais justement intervenir là-dessus à cette étape-ci parce que c'est justement ce que j'ai voulu traiter dès le début de mon intervention: Il faut que l'opposition comprenne qu'il y a un changement d'attitude dans le gouvernement actuel par rapport à ce qui a existé avant. Cela est très important et les Canadiens de partout au Canada, de toutes les régions, l'ont compris. C'est un nouveau gouvernement qui est au pouvoir, qui a un appui massif et qui a dit: Mes amis, nous nous mettons au travail pour régler les problèmes des Canadiens. L'organisme, l'AEIE, qui semblait et qui était de façon évidente un obstacle au développement économique, nous allons le modifier pour en faire un organisme qui soit stimulateur, et si nous réussissons à restaurer un climat de confiance chez les investisseurs étrangers, particulièrement américains, avec qui nous maintenons des relations privilégiées, je pense que les investisseurs de partout au monde, y compris les États-Unis, n'hésiteront plus à vernir chez nous dans un climat de stabilité évidente et de liberté.

Monsieur le Président, j'ai entendu également d'autres interventions qui, au cours du débat en deuxième lecture sur ce projet de loi que j'ai suivi le mieux possible, des interventions où l'on mentionnait, entre autres la députée de Hamilton-Est (M^{me} Copps), que s'il y avait une chose que le parti libéral nous avait laissée en héritage et ce dont on a tout lieu d'être fier, c'est d'avoir réussi à canadianiser l'économie nationale.

Je peux difficilement partager avec l'honorable députée sa fierté d'avoir hérité d'un million et demi de chômeurs et d'un déficit de 35 milliards de dollars simplement cette année et de 225 milliards accumulés. A mon avis, on n'a pas à être fier de cela. Je pense que si la députée de Hamilton-Est (M^{me} Copps) parlait d'un héritage, elle devait parler sans doute d'un legs particulier, parce que la totalité de ce qu'on a reçu, la succession globale, j'aimerais autant dire: Non merci! J'aimerais autant repartir en neuf que de partir avec ce qu'on nous a laissé, c'est bien évident.

Les partis d'opposition, et particulièrement dans ce débat, n'ont pas semblé se rendre compte qu'il y a eu un changement le 4 septembre dernier et que le gouvernement a reçu un mandat clair. Ce n'est plus le temps de nous mettre des bâtons dans les roues au sujet d'un projet de loi pour lequel nous avons reçu un mandat. Je pense qu'il est temps de nous mettre au travail et d'oublier les querelles inutiles et les pertes de temps.

Quatre-vingt-quatorze amendements proposés ont été discutés en comité, lesquels on a tous voulu reprendre ici pour, de façon évidente, simplement éterniser le débat . . . pour reporter à je ne sais trop quand l'adoption de ce projet de loi; cela semble évident. L'honorable ministre l'a mentionné tout à l'heure, mon collègue aussi, je pense que nous avons d'autres projets de loi qui attendent également. Le débat a assez duré. Il y a une volonté d'agir. Déjà, la réaction du public est positive. C'est ce